

DEFENSE :

Le 12.08.2021

l'association «CONTRÔLE PUBLIC»

n° W062016541

Site : www.contrôle-public.com

controle.public.fr.rus@gmail.com

DENENU :

M. Ziablitsev Sergei

Un demandeur d'asile,
détenu arbitrairement le 23.07.2021

Contôleur général des lieux de privation de liberté

16/18, quai de la Loire CS 70048 75921 Paris Cedex 19

Tel. : 01 53 38 47 80 Fax : 01 42 38 85 32

<https://www.cglpl.fr/accueil/contact/>

Contre

Le Tribunal judiciaire de Nice

Le Tribunal correctionnel de Nice

Le procureur de la République de Nice

La police nationale à Nice

**Le Centre de la rétention administrative de
Nice**

La police judiciaire de Nice

Le barreau des avocats pénaux de Nice

**le préfet du département des Alpes-Maritimes
M. B. Gonzalez**

**Le Contrôleur Général du département
Mme Nadine Le Calonnec**

Le 31.07.2021 l'association a envoyé **la déclaration N°17** sur la violation des droits du demandeur d'asile détenu M. Ziablitsev S. au contrôleur

La situation n'est pas corrigée au 12.08.2021. Par conséquent, l'Association envoie la déclaration N°35 pour une action immédiate.

Déclaration N°35

Le 23.07.2021 M. Ziablitsev S. a été privé de liberté à 11 h, que la police n'a pas illégalement notifié à la défense.

A 18 h il a été placé dans un centre de détention administrative d'où il a pu appeler et signaler son lieu de détention à la défense.

Dépuis le 29.07.2021 il n'a pas accès au téléphone et les fonctionnaires chargés de respecter les droits du détenu et de sa défense cachent le lieu de sa détention et les motifs légitimes de sa détention.

Contrairement aux exigences du détenu M. Ziablitsev S., aucun document n'a été envoyé à la défense en relation avec sa détention, à l'exception de la décision d'appel de la juge de la liberté de 29.07.2021, ce qui a permis de faire appel immédiatement.

Par conséquent, il est évident que les autorités se créent des préférences pour violer la loi, réduire le droit à la défense de M.Ziablitsev, qui est exclusivement de nature corrompue et entraîne des peines pénales appropriées.

Le fait de priver un détenu du droit à la défense, comme tous les autres droits de l'homme, qualifie les actes des autorités non pas de détention, mais de prise d'otages.

Article 206. Prise d'otages du CP de Fed.Russie

1. Prise ou détention d'une personne en otage dans le but de contraindre un état, une organisation ou un National à accomplir un acte ou à s'abstenir de commettre un acte en tant que condition de la libération de l'otage, -

sont punis d'une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans.

2. Mêmes actes commis:

- a) par un groupe de personnes en collusion;
- h) pour des motifs égoïstes ou pour l'emploi,

3. Actes visés aux première ou deuxième parties du présent article, s'ils sont commis par un groupe organisé ou ont entraîné par négligence la mort d'une personne ou **d'autres conséquences graves**, -

sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit à vingt ans et d'une peine d'emprisonnement d'un à deux ans.

M. Ziablitsev S. **est pris en otage** dans le but de forcer à renoncer à son droit à la défense contre les accusations illégales, ainsi qu'à son droit de demander l'asile et à son droit à l'activité de la défense des droits de l'homme.

Toutes les conséquences des actions des autorités après le 23.07.2021 prouvent ce crime.

L'association demande d'arrêter la commission du crime contre le demandeur d'asile M. Ziablitsev S., communiquer à l'Association toutes les informations sur les motifs de la privation de liberté, envoyer tous les documents relatifs à la privation de liberté, nous assurer une communication confidentielle via son smartphone, y compris en utilisant Internet pour échanger des documents.

le 12.08.2021 13 :40 h

L'association «CONTRÔLE PUBLIC» dans l'intérêt et au nom de M. Ziablitsev S. avec le droit de signature M. Ziablitsev S.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Ziablitsev S.', written in black ink.

<http://www.cglpl.fr/saisir-le-cglpl/comment/>

Qui peut le saisir

Retour à l'accueil

vous, atteinte à vos droits fondamentaux ou aux droits fondamentaux d'une personne privée de liberté (ou qui a récemment été privée de liberté) et qui est liée aux conditions de détention, de garde à vue, de rétention ou d'hospitalisation, à l'organisation ou au fonctionnement d'un service.

[Télécharger le dépliant de présentation de l'institution](#)

PAR VOIE ELECTRONIQUE

Prénom *

Association "Contrôle public"

Nom *

Ziablitsev - président

Adresse mail *

controle.public.fr.rus@gmail.com

Adresse

Numéro et Rue *

Statybininku 22 -7

Code postal *

LT-31205

Ville *

Visaginas, Lithuania

Objet de la demande *

violation les droits du détenu jusqu'au de prise d'otage

- Les types de fichiers acceptés sont tif, txt, pdf, doc, xls, ppt, msg, eml, jpg, jpeg, rtf.
- La taille de chaque pièce ne doit pas dépasser 5 Mo.
- Le nombre maximal de fichiers est de 5

Corps du message *

La déclaration №17 sur la violation des droits du demandeur d'asile détenu M. Ziablitsev S. au contrôleur.

La situation n'est pas corrigée au 12.08.2021. Par conséquent, l'Association envoie la déclaration №35 pour une action immédiate. Les mesures prises sont à signaler sur le mail de l'association.

Documents

Выберите файл Déclaratio...2021.pdf

Выберите файл Procuration.JPG

- Les types de fichiers acceptés sont tit, txt, pdf, doc, xls, ppt, msg, eml, jpg, jpeg, rtf.
- La taille de chaque pièce ne doit pas dépasser 5 Mo.
- Le nombre maximal de fichiers est de 5

Corps du message *

Documents

<input type="button" value="Выберите файл"/>	Файл не выбран
<input type="button" value="Выберите файл"/>	Файл не выбран
<input type="button" value="Выберите файл"/>	Файл не выбран
<input type="button" value="Выберите файл"/>	Файл не выбран
<input type="button" value="Выберите файл"/>	Файл не выбран

Merci de saisir les caractères suivants : **C 6 6 R**

Votre message a bien été envoyé. Merci.

Les informations issues des courriers de saisine font l'objet d'un enregistrement informatique. Ces données sont réservées au strict usage du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication, et le cas échéant, rectification ou suppression des informations le concernant.

PAR VOIE POSTALE

Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté peut être saisi par courrier postal à l'adresse suivante :

**Contrôleur général
des lieux de privation de liberté
CS 70048
75921 Paris cedex 19**

- Le courrier doit être adressé au Contrôleur général sous pli fermé. Ces correspondances ne peuvent faire l'objet d'aucun contrôle par l'établissement. Il en est de même des courriers qui sont adressés par le Contrôleur général.